

De l'assistance à l'autonomisation économique : contribution des ONG à la transformation des moyens d'existence des populations pauvres dans la ceinture verte de Kananga

BETU BAKATUAMBA François

Licencié en Sociologie de l'Université de Kananga/RDC.

Chef de travaux à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Demba (ISDR/DEMBA)

Doctorant à l'Université de Lubumbashi, Faculté de Sciences Sociales, Politique et Administrative. Département de Sociologie

From Assistance to Economic Empowerment: The Contribution of NGOs to Transforming the Livelihoods of Poor Populations in the Green Belt of Kananga

BETU BAKATUAMBA François

Bachelor's Degree in Sociology from the University of Kananga, Democratic Republic of the Congo.

Lecturer (Chef de Travaux) at the Higher Institute of Rural Development of Demba (ISDR/DEMBA).

PhD Candidate at the University of Lubumbashi, Faculty of Social, Political and Administrative Sciences, Department of Sociology.

DOI:10.37648/ijrssh.v16i03.014

¹ Received: 29 June 2026; Accepted: 16 August 2026; Published: 03 September 2026

Abstract

La présente étude analyse la contribution des organisations non gouvernementales (ONG) à la transformation des moyens d'existence et à l'autonomisation économique des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga. Elle part du constat que la pauvreté dans cet espace périurbain ne se limite pas à l'insuffisance des revenus, mais se manifeste également par la faiblesse des moyens de production, la vulnérabilité des ménages, les difficultés d'accès au financement et aux marchés ainsi que la précarité des infrastructures.

L'objectif de l'étude est d'apprécier dans quelle mesure les interventions des ONG permettent aux bénéficiaires de passer progressivement de l'assistance à une véritable capacité de production et de génération durable de revenus. L'analyse montre que les interventions prennent principalement la forme d'appuis en intrants agricoles, d'équipements, de formations, d'accompagnement technique, de soutien aux activités génératrices de revenus et d'organisation collective.

Les résultats mettent en évidence des effets positifs sur la reprise des activités productives, la diversification des sources de revenus, le renforcement des capacités, l'organisation collective et, dans certains cas, la

¹ How to cite the article: Francois B.B (September 2026); From Assistance to Economic Empowerment: The Contribution of NGOs to Transforming the Livelihoods of Poor Populations in the Green Belt of Kananga; *International Journal of Research in Social Sciences and Humanities*; Vol 16, Issue 3; 152-170, DOI: <http://doi.org/10.37648/ijrssh.v16i03.014>

possibilité d'épargner et d'investir. Ils montrent également que les femmes jouent un rôle important dans les activités commerciales, agricoles et de transformation, tandis que les jeunes demeurent confrontés à un accès limité au capital et aux opportunités économiques.

Toutefois, ces acquis restent fragiles en raison du caractère parfois ponctuel des projets, du faible accès au financement, des difficultés de commercialisation et des insuffisances infrastructurelles. L'étude conclut que l'assistance devient véritablement transformatrice lorsqu'elle permet de passer de l'aide au renforcement des capacités, puis à la production, au revenu, à l'épargne, à l'investissement et à la résilience.

ABSTRACT

This study analyzes the contribution of non-governmental organizations (NGOs) to the transformation of livelihoods and the economic empowerment of poor populations in the green belt of Kananga. In this area, poverty is reflected in low household incomes, limited access to productive resources, difficulties in accessing financing and markets, as well as inadequate infrastructure. Faced with these challenges, NGOs implement various forms of support, including agricultural inputs, equipment, training, technical assistance, income-generating activities, and community organization.

The results show that these interventions have contributed positively to the resumption of productive activities, the diversification of livelihoods, the strengthening of beneficiaries' capacities, and the development of collective organization. In some cases, they have also enabled households to generate income, save, and invest in their economic activities. Women play a particularly important role in trade, agriculture, and the processing of agricultural products, while young people continue to face difficulties related to access to capital and economic opportunities.

However, the study also highlights several limitations, including the short duration of projects, insufficient financing, difficulties in marketing products, and inadequate infrastructure. These constraints may limit the sustainability of the achievements obtained and, in some cases, maintain beneficiaries in a situation of dependence on external assistance.

The study therefore concludes that NGO assistance becomes genuinely transformative when it goes beyond emergency support and progressively strengthens local capacities. The transition from assistance to economic empowerment follows a dynamic process: assistance → recovery → capacity building → production → income → savings and investment → resilience → empowerment. Sustainable development in the green belt of Kananga thus requires interventions that place communities at the center of their own economic transformation.

INTRODUCTION

En Afrique, la pauvreté ne se résume pas à l'absence d'argent. Elle se manifeste dans la difficulté d'une famille à assurer régulièrement son alimentation, dans l'incapacité d'un petit producteur à acheter ses semences, dans le manque d'opportunités pour les jeunes ou encore dans la dépendance de certains ménages à l'égard de l'aide extérieure. Derrière les statistiques se trouvent donc des femmes, des hommes et des jeunes qui, chaque jour, cherchent des moyens de faire vivre leurs familles et de préserver leur dignité. En République démocratique du Congo (RDC), cette réalité demeure particulièrement visible dans les espaces urbains et périurbains, où les populations s'appuient principalement sur l'agriculture familiale, le petit commerce, l'élevage, les activités informelles et diverses activités génératrices de revenus.

La ville de Kananga, chef-lieu du Kasai-Central, constitue un cadre particulièrement intéressant pour analyser cette situation. Dans ses espaces périphériques, la ceinture verte joue un rôle important dans l'approvisionnement alimentaire et dans la création de revenus. Pour de nombreux ménages, la terre représente non seulement un facteur de production, mais également un moyen de subsistance et une possibilité de construire progressivement une autonomie économique. Toutefois, disposer d'une parcelle ne suffit pas toujours. Le manque d'intrants, d'outils, de capitaux, de connaissances techniques, d'infrastructures et de débouchés commerciaux limite souvent la capacité des producteurs à transformer leur travail en revenus durables.

C'est dans ce contexte que les organisations non gouvernementales (ONG) interviennent auprès des populations vulnérables. Leurs actions prennent diverses formes : distribution d'intrants agricoles, aide alimentaire, transferts monétaires, appui aux activités génératrices de revenus, formation, accompagnement technique et organisation des communautés. Pour une famille qui ne possède presque aucun moyen de production, une semence, un outil ou un petit capital peut constituer une véritable porte de sortie. Mais une question essentielle demeure : que devient le bénéficiaire lorsque le projet prend fin ? Continue-t-il à produire ? Peut-il acheter lui-même ses intrants ? Peut-il épargner et investir ? Dispose-t-il de suffisamment de capacités pour faire face aux difficultés sans attendre une nouvelle assistance ?

C'est ici que se situe la différence entre assistance et autonomisation économique. L'assistance répond principalement à un besoin immédiat, tandis que l'autonomisation vise une transformation durable des capacités des individus et des ménages. Dans cette perspective, l'aide ne devrait pas être une fin en soi, mais plutôt un point de départ permettant aux populations de devenir progressivement capables de produire, d'entreprendre, d'épargner et d'investir.

Cette conception rejoint l'approche par les capacités développée par Amartya Sen. Pour cet auteur, le développement ne se limite pas à l'augmentation des revenus ou à la possession de biens ; il concerne également les possibilités réelles dont disposent les personnes pour agir et améliorer leur existence. Appliquée à la ceinture verte de Kananga, cette approche conduit donc à dépasser le simple décompte des bénéficiaires ou des biens distribués. La question essentielle devient celle des capacités acquises : les populations peuvent-elles désormais produire davantage, développer une activité, accéder au marché, gérer leurs revenus et prendre des décisions économiques avec davantage d'autonomie ?

La réflexion de Robert Chambers sur la pauvreté et la vulnérabilité complète cette approche. Pour lui, les personnes pauvres ne souffrent pas uniquement d'un manque de revenus ; elles sont également confrontées à l'insécurité, à l'impuissance et à une faible capacité de contrôle sur les événements qui affectent leur vie. Dans les communautés de la ceinture verte de Kananga, une mauvaise récolte, une maladie, une hausse des prix, un manque de financement ou une difficulté de commercialisation peuvent rapidement fragiliser un ménage. Ainsi, une intervention durable doit non seulement répondre aux besoins immédiats, mais aussi renforcer la capacité des ménages à résister aux chocs.

Les contraintes structurelles ne doivent pas non plus être négligées. Paul Collier montre, dans ses travaux sur les économies pauvres, que certaines populations peuvent rester enfermées dans des mécanismes qui rendent difficile la sortie de la pauvreté. Le manque d'infrastructures, l'enclavement, la faiblesse des investissements et l'accès limité aux marchés peuvent empêcher les efforts individuels de produire les résultats attendus. Dans la ceinture verte de Kananga, l'autonomisation économique ne dépend donc pas uniquement de la volonté des bénéficiaires. Elle suppose également un environnement favorable : routes, marchés, financement, accès aux facteurs de production, accompagnement technique et organisation collective.

La présente étude s'inscrit précisément dans cette problématique. Elle ne cherche pas seulement à inventorier les actions réalisées par les ONG, mais à apprécier ce qu'elles changent réellement dans la vie économique des populations. Il s'agit notamment d'examiner leur influence sur les revenus, la production agricole, la diversification des activités, l'épargne, l'investissement et la capacité des ménages à poursuivre leurs activités après la fin des programmes.

Dès lors, la question principale de cette recherche est la suivante : dans quelle mesure les interventions des ONG contribuent-elles à la transformation durable des moyens d'existence et à l'autonomisation économique des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga ?

L'hypothèse générale soutient que les interventions des ONG améliorent les moyens d'existence des populations pauvres, mais que leur contribution à une véritable autonomisation dépend de leur capacité à dépasser l'assistance ponctuelle pour renforcer durablement les capacités productives, l'accès aux ressources, la diversification des revenus, l'épargne, l'investissement et l'intégration des bénéficiaires aux circuits économiques locaux.

L'objectif général est d'analyser la contribution des ONG à la transformation des moyens d'existence et à l'autonomisation économique des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga. De manière spécifique, l'étude vise à identifier les principaux moyens d'existence des populations, analyser les formes d'intervention des ONG, évaluer leurs effets économiques, identifier les obstacles à l'autonomisation et proposer des stratégies susceptibles d'améliorer la durabilité des interventions.

L'intérêt de cette recherche est à la fois scientifique et pratique. Elle contribue à la réflexion sur le passage de l'aide au développement durable dans un contexte périurbain africain. Elle peut également fournir aux ONG, aux pouvoirs publics et aux organisations communautaires des éléments utiles pour concevoir des interventions davantage orientées vers la création durable de revenus et la réduction de la dépendance.

En définitive, le véritable défi n'est pas simplement de donner aux populations pauvres ce dont elles ont besoin aujourd'hui, mais de leur permettre de construire les moyens de répondre elles-mêmes aux besoins de demain. Dans la ceinture verte de Kananga, l'enjeu est donc de transformer l'assistance en capacité, la capacité en production, la production en revenu et le revenu en autonomie. C'est à partir de cette dynamique que le présent article analyse la contribution des ONG à la transformation durable des moyens d'existence des populations pauvres.

I. CADRE CONCEPTUEL, THÉORIQUE ET CONTEXTUEL DE L'ÉTUDE

L'étude de la contribution des organisations non gouvernementales (ONG) à l'autonomisation économique des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga nécessite, avant toute analyse empirique, de préciser les principaux concepts qui structurent la réflexion. En effet, parler d'assistance, de pauvreté, de moyens d'existence ou encore d'autonomisation économique ne signifie pas simplement aligner des définitions. Ces notions renvoient à des réalités vécues quotidiennement par les ménages. Dans les communautés africaines, et particulièrement dans les espaces périurbains de la République démocratique du Congo, la pauvreté se manifeste souvent par une combinaison de faibles revenus, de précarité de l'emploi, de difficultés d'accès aux ressources productives et de vulnérabilité face aux chocs économiques, sociaux ou environnementaux.

1.1. Clarification des concepts fondamentaux

La pauvreté peut être comprise comme une situation de privation qui empêche les individus et les ménages de satisfaire convenablement leurs besoins essentiels et de participer pleinement à la vie économique et sociale. Elle ne se limite donc pas au niveau du revenu. Dans la ceinture verte de Kananga, un ménage peut disposer d'une petite parcelle et travailler régulièrement sans pour autant sortir de la pauvreté si sa production reste faible, si ses produits sont mal rémunérés ou s'il ne dispose pas des moyens nécessaires pour investir dans son activité.

Cette conception multidimensionnelle rejoint l'approche d'Amartya Sen, pour qui la pauvreté doit être appréhendée comme une privation de capacités. Le développement consiste alors à élargir les libertés réelles dont disposent les individus pour mener la vie qu'ils souhaitent. Dans le cas des populations de la ceinture verte de Kananga, cette approche permet de ne pas considérer uniquement les revenus obtenus grâce aux interventions des ONG, mais également les capacités nouvelles acquises par les bénéficiaires : capacité de produire, de gérer une activité, d'accéder au marché, d'épargner, d'investir et de prendre des décisions économiques. Autrement dit, ce qui compte n'est pas seulement ce que l'ONG remet à la population, mais ce que cette population devient capable de faire avec cet appui.

La vulnérabilité constitue une autre dimension essentielle. Elle renvoie à l'exposition des ménages aux différents risques et à leur capacité limitée à y faire face. Une famille peut, par exemple, améliorer ses revenus pendant une campagne agricole, puis retomber rapidement dans une situation difficile à la suite d'une mauvaise récolte, d'une maladie, d'une hausse des prix ou de la perte d'une source de revenu. Robert Chambers a particulièrement insisté sur cette dimension de la pauvreté en montrant que les populations pauvres sont souvent confrontées simultanément au manque, à l'insécurité, à l'impuissance et à la vulnérabilité. Cette perspective est particulièrement pertinente pour les ménages de la ceinture verte de Kananga, dont les conditions de vie peuvent être fortement influencées par les aléas économiques et agricoles.

La notion de moyens d'existence désigne l'ensemble des ressources, capacités et activités grâce auxquelles un individu ou un ménage assure sa subsistance. Dans un contexte comme celui de Kananga, ces moyens peuvent comprendre l'agriculture, le maraîchage, le petit élevage, le commerce, la transformation des produits agricoles, les travaux occasionnels et diverses activités informelles. Un ménage pauvre ne dépend donc pas nécessairement d'une seule activité. Il cherche souvent à multiplier les sources de revenus afin de réduire les risques. Cette diversification constitue elle-même une stratégie de survie et, potentiellement, une voie vers une plus grande autonomie.

L'assistance désigne, dans le cadre de cette étude, l'ensemble des appuis matériels, financiers, alimentaires ou techniques apportés temporairement aux populations vulnérables afin de répondre à leurs besoins ou de soutenir leur relèvement. Elle peut prendre la forme d'une distribution d'intrants, d'un transfert monétaire, d'une aide alimentaire, d'un don d'équipement ou d'une formation. L'assistance possède donc une fonction importante, particulièrement lorsque les populations se trouvent dans une situation de grande fragilité. Toutefois, elle devient véritablement porteuse de développement lorsqu'elle permet aux bénéficiaires de reconstruire ou de renforcer leurs propres moyens d'existence.

L'autonomisation économique, quant à elle, renvoie au processus par lequel une personne, un ménage ou une communauté acquiert progressivement les ressources, les compétences et le pouvoir de décision nécessaires pour assurer durablement sa subsistance et améliorer ses conditions de vie. Elle suppose notamment la possibilité de générer des revenus, de contrôler une activité économique, d'épargner, d'investir et de prendre des décisions concernant l'utilisation des ressources. Dans cette perspective, l'autonomisation ne signifie pas simplement « recevoir moins d'aide ». Elle signifie surtout avoir davantage de capacités pour agir par soi-même.

Enfin, la ceinture verte de Kananga est appréhendée ici comme l'espace périurbain à dominante agricole qui entoure la ville et qui contribue à l'approvisionnement des populations ainsi qu'à la création de revenus pour les ménages qui y exercent leurs activités. Elle constitue un espace où se rencontrent les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement local.

1.2. Approche théorique des moyens d'existence durables

L'analyse s'appuie principalement sur l'approche des moyens d'existence durables, qui considère que les populations pauvres disposent de différents types de capitaux qu'elles mobilisent pour construire leurs stratégies de subsistance. Il s'agit notamment du capital humain, naturel, financier, physique et social.

Le capital humain comprend les connaissances, compétences, expériences et capacités de travail. Dans la ceinture verte de Kananga, une formation agricole ou entrepreneuriale peut renforcer ce capital et améliorer la capacité des bénéficiaires à gérer leurs activités.

Le capital naturel renvoie notamment à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles nécessaires aux activités économiques. Pour les populations agricoles, l'accès à une terre productive constitue une ressource fondamentale.

Le capital financier comprend les revenus, l'épargne, le crédit et les autres ressources financières disponibles. Son insuffisance constitue souvent un obstacle majeur au développement des activités économiques.

Le capital physique concerne les outils, équipements, infrastructures, moyens de transport et autres biens nécessaires à la production et à la commercialisation. Une agriculture sans outils appropriés ou sans moyens d'évacuation des produits reste limitée dans sa capacité à générer de la richesse.

Enfin, le capital social englobe les relations de confiance, les réseaux communautaires, les associations et les mécanismes de solidarité. Dans les sociétés africaines, cette dimension revêt une importance particulière. La solidarité familiale, les associations villageoises, les groupes d'épargne et les organisations communautaires peuvent constituer de véritables filets de sécurité et faciliter l'accès aux ressources.

Cette approche est notamment développée par Ian Scoones, qui montre que les moyens d'existence doivent être compris à partir des ressources disponibles, des stratégies adoptées par les ménages et des institutions qui influencent leurs possibilités d'action. Elle permet ainsi de comprendre que l'autonomisation économique ne dépend pas d'un seul facteur. Elle résulte de l'interaction entre les ressources dont disposent les ménages, les opportunités économiques qui leur sont offertes et leur capacité à transformer ces ressources en activités productives durables.

1.3. De l'assistance à l'autonomisation

À partir de ces différents concepts et approches, l'étude considère que l'intervention des ONG peut être représentée comme un processus progressif : assistance → renforcement des capacités → accès aux ressources productives → développement des activités → augmentation des revenus → épargne et investissement → résilience → autonomisation économique.

Cette chaîne n'est toutefois pas automatique. Une assistance peut rester ponctuelle si elle ne permet pas au bénéficiaire de développer ses propres capacités. À l'inverse, une intervention bien conçue peut servir de tremplin vers l'autonomie lorsqu'elle associe ressources matérielles, formation, accompagnement, accès au financement et ouverture vers les marchés.

Dans la réalité africaine, le véritable succès d'une intervention ne devrait donc pas être mesuré uniquement au nombre de personnes ayant reçu une aide. Il devrait aussi être apprécié à partir de ce qu'elles sont capables de faire après l'intervention. Un agriculteur qui continue à produire sans dépendre de nouvelles distributions, une femme qui développe une activité commerciale avec son propre capital ou un jeune qui transforme une formation en activité rémunératrice sont autant de signes d'une autonomisation progressive.

Ainsi, le cadre théorique retenu permet de considérer les populations de la ceinture verte de Kananga non comme de simples bénéficiaires passifs, mais comme des acteurs capables de transformer les ressources reçues en capacités productives et en opportunités économiques. L'enjeu central de l'étude sera dès lors de déterminer dans quelle mesure les interventions des ONG permettent effectivement cette transformation et quelles conditions sont nécessaires pour qu'elle puisse durer.

II. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET MOYENS D'EXISTENCE DES POPULATIONS DE LA CEINTURE VERTE DE KANANGA

Comprendre la contribution des organisations non gouvernementales à l'autonomisation économique des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga exige de replacer leurs interventions dans le milieu où elles prennent forme. En effet, la pauvreté n'existe jamais dans le vide. Elle s'inscrit dans un territoire, dans des rapports sociaux, dans des possibilités économiques et dans les stratégies quotidiennes que les ménages développent pour faire face aux difficultés. À Kananga, comme dans plusieurs villes africaines, la périphérie urbaine constitue un espace où la ville et le monde rural se rencontrent : on y cultive pour manger, mais également pour vendre ; on y combine agriculture, petit commerce, élevage et travaux occasionnels afin de faire vivre le ménage.

2.1. Kananga et sa ceinture verte : un espace socio-économique stratégique

Kananga, chef-lieu de la province du Kasaï-Central, joue un rôle administratif, commercial et économique important dans son environnement régional. Cependant, son développement urbain s'accompagne de nombreux défis sociaux et économiques. Une partie importante des ménages évolue dans une économie où l'emploi formel demeure insuffisant et où les activités informelles constituent une source essentielle de revenus. Dans ce contexte, les espaces périurbains prennent une importance particulière, car ils offrent aux populations des possibilités de production agricole et de diversification de leurs moyens d'existence.

La ceinture verte de Kananga doit ainsi être comprise au-delà de sa seule dimension géographique. Elle constitue un véritable espace économique et social. On y retrouve des cultivateurs, des maraîchers, des petits éleveurs, des commerçantes, des jeunes à la recherche d'activités et des familles qui associent plusieurs occupations

pour assurer leur survie. La terre y représente à la fois un outil de production, une source d'alimentation et, lorsqu'un surplus peut être commercialisé, une source de revenu.

Cette réalité rejoint la pensée du sociologue et théologien camerounais Jean-Marc Ela, qui invitait à penser le développement africain à partir des réalités vécues par les communautés plutôt qu'à partir de modèles conçus loin d'elles. Pour Ela, le monde paysan africain ne doit pas être considéré comme un espace passif attendant des solutions venues de l'extérieur. Il dispose de connaissances, d'expériences et de capacités d'organisation qui doivent constituer le point de départ de toute véritable dynamique de développement. Cette lecture est pertinente pour Kananga : les populations de la ceinture verte possèdent déjà des savoir-faire agricoles et commerciaux ; la question est de savoir comment renforcer ces capacités afin qu'elles deviennent des instruments durables de sortie de la pauvreté.

2.2. Des moyens d'existence diversifiés mais fragiles

Les moyens d'existence des populations de la ceinture verte reposent principalement sur l'agriculture familiale et le maraîchage, auxquels s'ajoutent le petit élevage, le commerce de proximité, la transformation artisanale des produits agricoles et différentes activités occasionnelles. Pour beaucoup de ménages, aucune de ces activités ne suffit isolément à couvrir l'ensemble des besoins familiaux. La diversification devient alors une stratégie de protection : le ménage cultive, vend quelques produits, élève parfois quelques animaux et exerce parallèlement une petite activité commerciale.

Dans cette économie populaire, les femmes occupent une place centrale. Elles participent aux travaux agricoles, assurent une partie de la transformation et de la commercialisation des produits et consacrent souvent leurs revenus aux dépenses quotidiennes du ménage. Le petit commerce, même lorsqu'il repose sur un capital très modeste, permet de financer l'alimentation, la scolarité des enfants, les soins ou l'achat de certains intrants agricoles. Les jeunes participent également à cette économie, mais sont confrontés à des difficultés particulières d'accès à la terre, au capital et à des emplois suffisamment rémunérateurs.

Ces différentes activités témoignent d'une capacité réelle des populations à chercher des solutions. Elles révèlent toutefois une grande fragilité. Une mauvaise récolte, une maladie dans la famille, une baisse du prix des produits agricoles ou une dépense imprévue peut rapidement déséquilibrer le budget du ménage. Lorsque l'épargne est faible, le moindre choc oblige parfois la famille à vendre une partie de ses biens, à réduire ses dépenses alimentaires ou à rechercher une assistance extérieure.

La réflexion d'Axelle Kabou permet d'éclairer une autre dimension de cette situation. Dans son analyse critique du développement africain, elle insiste notamment sur la nécessité pour les sociétés africaines de ne pas faire de l'aide extérieure le moteur permanent de leur développement. Sans nier l'importance des contraintes historiques et structurelles, son approche invite à valoriser davantage la responsabilité, l'initiative et la capacité des acteurs africains à construire leurs propres réponses. Dans la ceinture verte de Kananga, cette perspective conduit à considérer les bénéficiaires des programmes non comme de simples destinataires de l'aide, mais comme des producteurs et entrepreneurs potentiels dont les initiatives doivent être soutenues.

2.3. Contraintes économiques et vulnérabilité des ménages

Malgré ces initiatives, plusieurs obstacles limitent la transformation des activités de subsistance en véritables moyens d'existence durables. L'accès aux facteurs de production constitue l'une de ces difficultés. Pour le petit producteur, avoir la volonté de cultiver ne suffit pas lorsqu'il manque de semences de qualité, d'outils appropriés, de financement ou d'encadrement technique. De même, produire davantage ne garantit pas automatiquement une amélioration du revenu lorsque les conditions de conservation, de transport et de commercialisation restent difficiles.

L'accès au financement représente un autre défi. Les activités économiques des ménages reposent souvent sur de faibles capitaux propres. Cette situation limite la possibilité d'agrandir les superficies cultivées, d'acheter du matériel ou de développer une activité de transformation. Elle entretient une économie où une grande partie du revenu produit est immédiatement consommée pour satisfaire les besoins du ménage, laissant peu de ressources disponibles pour l'épargne et l'investissement.

À cela s'ajoutent les difficultés d'infrastructures et d'accès aux marchés. Une récolte n'acquiert véritablement une valeur économique que lorsqu'elle peut atteindre le consommateur dans de bonnes conditions. Lorsque les voies d'évacuation sont difficiles ou que le producteur manque de moyens de transport et de stockage, il peut être contraint de vendre rapidement et à un prix peu avantageux. Le problème de la pauvreté devient alors également un problème d'organisation du territoire et d'accès aux opportunités.

La pensée d'Achille Mbembe invite précisément à replacer les trajectoires africaines dans leurs configurations historiques, institutionnelles et sociales. Cette perspective rappelle que les difficultés économiques ne peuvent être attribuées uniquement aux comportements individuels. Elles sont également liées aux structures dans lesquelles les populations cherchent à construire leur existence. Ainsi, demander au petit producteur de Kananga d'être autonome sans tenir compte de son accès à la terre, au crédit, aux infrastructures et au marché reviendrait à faire porter à l'individu seul le poids de contraintes qui dépassent largement ses possibilités personnelles.

2.4. Entre stratégies de survie et recherche d'autonomie

Malgré ces contraintes, les populations de la ceinture verte ne sont pas dépourvues de ressources. Les solidarités familiales, les associations locales, les groupes de producteurs, les mécanismes informels d'épargne et l'entraide communautaire constituent un capital social important. Dans de nombreux milieux africains, lorsque le capital financier manque, le réseau familial et communautaire devient lui-même une ressource. On partage une information, on prête un outil, on travaille ensemble dans un champ ou l'on mobilise une petite épargne collective.

C'est précisément sur ces dynamiques locales que les interventions des ONG peuvent s'appuyer. L'enjeu ne devrait pas être de remplacer les initiatives existantes, mais de les renforcer. Une intervention capable d'associer les savoir-faire locaux à la formation, au financement, aux équipements, à l'organisation collective et à l'accès aux marchés peut progressivement transformer une stratégie de survie en activité économique durable.

Dans cette perspective, la ceinture verte de Kananga apparaît à la fois comme un espace de vulnérabilité et un espace d'opportunités. La pauvreté y est réelle, mais les capacités d'action le sont également. Derrière chaque petite parcelle cultivée, chaque panier vendu au marché ou chaque activité familiale se trouve une tentative de construire un revenu et de préserver la dignité du ménage. Le défi consiste donc moins à faire à la place des populations qu'à leur donner les moyens de faire davantage par elles-mêmes.

Ainsi, la transformation des moyens d'existence suppose une évolution progressive : passer d'une agriculture essentiellement destinée à la survie à une production capable de dégager des revenus ; du petit commerce de nécessité à une activité économiquement viable ; de l'aide ponctuelle à la constitution d'un capital ; et de la vulnérabilité permanente à une capacité accrue de résistance aux chocs. C'est dans cette dynamique que prend tout son sens l'intervention des ONG dans la ceinture verte de Kananga. Leur contribution doit être appréciée non seulement à travers l'aide distribuée, mais surtout à travers leur capacité à renforcer les ressources, les initiatives et le pouvoir économique des populations.

III. CONTRIBUTION DES ONG À L'AMÉLIORATION DES MOYENS D'EXISTENCE

Dans les communautés pauvres, l'arrivée d'une organisation non gouvernementale (ONG) est souvent perçue comme une réponse à une difficulté concrète : des semences pour reprendre les activités agricoles, une formation pour apprendre un métier, un petit financement pour relancer le commerce ou encore un accompagnement technique pour améliorer la production. Dans la ceinture verte de Kananga, cette présence prend une importance particulière parce que l'agriculture constitue l'un des principaux piliers de l'économie locale. Le Kasaï-Central compte un nombre important de ménages agricoles et dispose d'un potentiel important en matière de production végétale et animale.

Cependant, la contribution des ONG ne doit pas être appréciée uniquement à partir des biens distribués ou du nombre de personnes assistées. Leur véritable apport doit également être recherché dans leur capacité à accompagner les populations afin qu'elles puissent progressivement reconstruire leurs moyens d'existence et les

rendre plus solides. Autrement dit, l'enjeu n'est pas seulement de donner, mais d'aider les communautés à faire, produire et continuer à agir par elles-mêmes.

3.1. De l'assistance à l'accompagnement des communautés

Les interventions des ONG dans les milieux vulnérables ont longtemps été fortement orientées vers la réponse aux besoins immédiats. Cette logique reste indispensable lorsque les populations sont confrontées à une crise alimentaire, à un déplacement ou à la perte de leurs moyens de subsistance. Dans le Kasaï-Central, les conséquences des conflits passés ont notamment fragilisé les moyens d'existence de nombreux ménages, ce qui a justifié d'importantes interventions humanitaires et agricoles. En 2022, le Programme alimentaire mondial indiquait par exemple que des centaines de milliers de personnes avaient bénéficié d'une assistance en vivres et en intrants dans la région.

Mais l'expérience montre que l'assistance seule ne suffit pas à reconstruire durablement une économie familiale. Lorsqu'un ménage reçoit une aide alimentaire, il peut traverser une période difficile ; lorsqu'il reçoit des semences et des outils, il peut reprendre la production ; mais lorsque l'appui s'arrête, la question de la continuité demeure. C'est pourquoi les ONG sont progressivement appelées à passer d'une logique de distribution à une logique d'accompagnement.

Cette évolution rejoint la réflexion de David Korten (1990) sur l'évolution des organisations de développement. Korten distingue notamment différentes générations d'intervention, allant du secours direct vers des approches davantage orientées vers le développement local et la transformation des capacités des communautés. Cette perspective est particulièrement intéressante pour la ceinture verte de Kananga : l'aide d'urgence peut constituer la première étape, mais elle devrait idéalement ouvrir la voie au renforcement des capacités productives et à l'autonomie.

Dans la réalité africaine, cette transition est importante. Donner une semence à un agriculteur peut l'aider pour une saison ; lui apprendre à sélectionner, conserver et reproduire certaines semences, tout en lui facilitant l'accès au marché, peut renforcer sa capacité à produire au-delà du projet. C'est dans cette différence que se trouve la véritable profondeur de l'accompagnement.

3.2. Appui aux activités productives et renforcement des capacités

Les ONG contribuent à l'amélioration des moyens d'existence à travers plusieurs mécanismes. Le premier est l'appui direct aux activités productives. Dans le secteur agricole, cela peut prendre la forme de semences améliorées, d'outils, de petits équipements, de matériel d'élevage ou encore d'un encadrement technique.

À Kananga, des organisations comme la Caritas Développement ont notamment accompagné des associations paysannes à travers la fourniture de semences améliorées de maïs, de niébé et de boutures de manioc, associée à un encadrement technique assuré par des moniteurs agricoles et des agronomes. Des initiatives ont également concerné la pisciculture dans la commune de Nganza.

Ce type d'intervention est important parce qu'il touche directement au cœur du problème : la capacité des ménages à produire. Une famille qui augmente sa production agricole peut améliorer simultanément son alimentation et ses revenus. Si une partie de la production est vendue, le revenu obtenu peut servir à payer la scolarité des enfants, les soins de santé ou l'achat de nouveaux intrants.

Le deuxième mécanisme concerne le renforcement des capacités. Une ONG qui forme les producteurs en techniques agricoles, gestion, commercialisation, épargne ou entrepreneuriat ne fournit pas seulement un bien matériel ; elle transmet un savoir qui peut continuer à être utilisé après la fin du projet.

Cette dimension rejoint la pensée de Michael Edwards (2004), pour qui le développement de la société civile et des organisations communautaires ne repose pas seulement sur l'apport de ressources, mais également sur le renforcement de la capacité des acteurs locaux à prendre part aux décisions et à conduire eux-mêmes les changements qui les concernent. Dans la ceinture verte de Kananga, cette approche signifie que les producteurs

devraient progressivement devenir capables d'organiser leurs activités, de négocier, de gérer leurs revenus et de défendre leurs intérêts économiques.

Ainsi, une formation ne devrait pas être considérée comme une simple activité du calendrier d'un projet. Elle doit être évaluée à partir de ses effets sur la vie quotidienne : le producteur applique-t-il les techniques apprises ? Les revenus augmentent-ils ? Les pertes diminuent-elles ? La famille parvient-elle à mieux gérer ses ressources ? Le groupe de producteurs devient-il plus organisé ?

3.3. Organisation collective, accès au marché et création de revenus

Une autre contribution importante des ONG réside dans l'organisation collective des producteurs. Dans un environnement où le petit producteur travaille souvent avec des moyens limités, l'action collective peut permettre d'obtenir de meilleurs résultats. Les associations paysannes et les coopératives peuvent faciliter l'achat groupé des intrants, la commercialisation collective, l'accès à l'information, l'épargne et parfois l'accès au financement.

Cette dimension est particulièrement importante dans le contexte du Kasaï-Central, où les difficultés d'accès aux marchés et les infrastructures de transport constituent encore des contraintes majeures pour la valorisation de la production agricole. Les données disponibles soulignent notamment les difficultés d'acheminement des produits des zones de production vers les centres de consommation.

Une ONG peut alors jouer un rôle de pont entre le producteur et le marché. Elle peut contribuer à améliorer les techniques de stockage, à réduire les pertes post-récolte, à renforcer la qualité des produits et à favoriser la commercialisation collective. Un projet mené dans la région du Kasaï et du Kasaï-Central a ainsi ciblé plusieurs milliers de ménages agricoles autour de la résilience, de la gestion post-récolte, de la commercialisation et de l'accès aux marchés.

Cette orientation rejoint les analyses d'Alan Fowler (1997), qui insiste sur la nécessité pour les ONG de dépasser une conception limitée de l'aide afin de contribuer au renforcement des capacités locales, des institutions communautaires et des conditions permettant aux populations de participer durablement au développement. L'ONG ne doit donc pas devenir le marché du producteur ; elle doit plutôt contribuer à rendre le producteur capable d'accéder lui-même au marché.

3.4. Les effets sur les ménages et les communautés

Les interventions des ONG peuvent produire plusieurs effets positifs sur les moyens d'existence. Elles peuvent contribuer à accroître la production, à diversifier les activités, à améliorer les revenus et à renforcer la sécurité alimentaire. Elles peuvent également favoriser l'emploi local et encourager les femmes et les jeunes à développer des activités économiques.

Dans la ville de Kananga, le rôle économique des femmes illustre bien cette réalité. Des observations récentes montrent que de nombreuses femmes dépendent du petit commerce de produits alimentaires et agricoles pour assurer une partie importante des dépenses de leurs ménages, notamment l'alimentation et la scolarité des enfants.

L'appui des ONG à ces initiatives peut donc avoir un effet qui dépasse le seul bénéficiaire. Lorsqu'une femme développe une activité rentable, c'est souvent toute la famille qui en bénéficie. Lorsque la production d'un agriculteur augmente, cela peut contribuer à l'approvisionnement du marché local. Lorsque plusieurs producteurs s'organisent en coopérative, leur pouvoir de négociation peut se renforcer.

Cependant, ces effets ne sont pas toujours durables. Une intervention peut améliorer la situation d'un ménage pendant la durée du projet sans parvenir à créer une autonomie économique véritable. Le risque apparaît notamment lorsque les bénéficiaires restent dépendants des distributions, lorsque l'accompagnement s'arrête trop rapidement ou lorsque les conditions économiques environnantes demeurent défavorables.

La contribution des ONG doit donc être appréciée à partir d'un critère essentiel : que reste-t-il aux populations après le projet ? Si elles disposent de compétences, d'équipements, d'une organisation fonctionnelle, d'un capital productif, d'un accès au marché et d'une capacité de décision plus importante, l'intervention aura contribué à l'autonomisation. Si elles attendent uniquement une nouvelle distribution pour poursuivre leur activité, l'effet restera essentiellement assistanciel.

En définitive, les ONG jouent un rôle important dans la reconstruction et l'amélioration des moyens d'existence dans la ceinture verte de Kananga. Leur contribution apparaît particulièrement utile lorsqu'elles associent assistance, formation, accompagnement technique, organisation collective, accès au financement et ouverture vers les marchés. La véritable transformation commence toutefois lorsque les populations deviennent capables de poursuivre et de développer leurs activités avec une dépendance progressivement réduite à l'égard de l'aide extérieure.

Dans cette perspective, l'ONG ne devrait pas être celle qui marche à la place de la communauté, mais celle qui l'aide à retrouver suffisamment de force pour marcher sur ses propres pieds. C'est cette transition de la main tendue vers la main qui produit — qui constitue le véritable enjeu de l'autonomisation économique dans la ceinture verte de Kananga.

IV. DE L'ASSISTANCE À L'AUTONOMISATION : ANALYSE DES RÉSULTATS DE TERRAIN

L'analyse des interventions des ONG dans la ceinture verte de Kananga conduit à dépasser une lecture limitée aux biens ou aux ressources distribués aux populations. Derrière chaque projet se trouve une question plus profonde : l'intervention permet-elle réellement aux ménages de mieux prendre en charge leur existence économique ? Dans les communautés où les ressources sont limitées, l'aide reçue peut représenter un soulagement important. Toutefois, le véritable changement commence lorsque cette aide est transformée en activité productive, en revenu, en épargne et, finalement, en capacité d'agir.

4.1. Les caractéristiques des bénéficiaires et leur situation économique

Les populations bénéficiaires des interventions des ONG présentent généralement des profils socio-économiques diversifiés. Elles comprennent des petits exploitants agricoles, des femmes engagées dans le petit commerce ou la transformation des produits, des jeunes à la recherche d'activités rémunératrices ainsi que des ménages dont les revenus reposent sur plusieurs activités informelles.

Cette diversité est importante pour comprendre les effets des interventions. Tous les bénéficiaires ne partent pas du même point. Certains disposent déjà d'une petite parcelle, d'un outil ou d'une expérience commerciale ; d'autres commencent pratiquement sans capital. L'aide reçue ne produit donc pas nécessairement le même effet pour tout le monde. Une même quantité de semences peut avoir un impact différent selon que le bénéficiaire possède une terre productive, des connaissances agricoles et un débouché commercial ou qu'il soit confronté à des contraintes multiples.

La situation économique des ménages doit également être appréciée à partir de leurs sources de revenus. Dans la ceinture verte de Kananga, l'agriculture constitue une activité importante, mais elle est souvent complétée par le petit commerce, l'élevage, la transformation alimentaire ou les travaux occasionnels. Cette combinaison traduit une stratégie d'adaptation à un environnement économique incertain.

L'objectif de l'intervention des ONG devrait donc être de renforcer cette base économique plutôt que de créer une activité totalement dépendante de l'aide extérieure. Lorsque le bénéficiaire possède déjà un savoir-faire agricole ou commercial, l'intervention peut être plus efficace lorsqu'elle vient renforcer ce savoir-faire par des ressources, des techniques et des opportunités de marché.

4.2. Les effets des interventions sur les revenus des ménages

L'un des premiers indicateurs permettant d'apprécier l'impact des ONG concerne l'évolution des revenus. Une intervention destinée à améliorer les moyens d'existence doit normalement permettre au ménage de produire davantage, de vendre davantage ou de développer de nouvelles activités rémunératrices.

Dans le secteur agricole, l'accès aux semences, aux outils et à l'encadrement technique peut contribuer à améliorer la production. Lorsque cette production dépasse les besoins de consommation du ménage, le surplus peut être vendu sur les marchés locaux. Le revenu obtenu peut alors être affecté à plusieurs besoins : alimentation, santé, éducation, logement, transport ou réinvestissement dans l'activité.

Cependant, il convient de distinguer l'augmentation temporaire du revenu et l'amélioration durable du revenu. Un ménage peut connaître une amélioration pendant la période où il bénéficie d'un appui sans que sa situation économique fondamentale ait changé. À l'inverse, lorsque l'intervention permet de créer une activité capable de générer régulièrement des revenus après la fin du projet, on peut parler d'un véritable effet d'autonomisation.

Cette distinction rejoint les travaux d'Esther Duflo, dont les recherches sur la pauvreté montrent l'importance d'examiner concrètement la manière dont les ressources et les politiques de développement influencent les décisions et les comportements des ménages pauvres. L'amélioration des revenus ne dépend pas uniquement de la quantité d'aide reçue ; elle dépend aussi de la manière dont celle-ci est utilisée, des contraintes auxquelles les ménages sont confrontés et des possibilités économiques qui leur sont réellement accessibles.

Dans la ceinture verte de Kananga, cela signifie qu'un appui financier ou matériel doit être analysé en fonction de sa capacité à créer un cycle économique durable : investissement, production, vente, revenu, épargne et nouvel investissement. Lorsque ce cycle fonctionne, l'aide devient progressivement un capital de départ plutôt qu'une ressource de consommation permanente.

4.3. Diversification des activités et renforcement de la résilience

L'un des signes importants de l'autonomisation économique est la capacité des ménages à diversifier leurs sources de revenus. Dans un environnement où l'agriculture est exposée aux aléas climatiques et aux fluctuations des prix, dépendre d'une seule activité peut rendre une famille particulièrement vulnérable.

Les interventions des ONG peuvent contribuer à cette diversification en soutenant plusieurs types d'activités : maraîchage, petit élevage, transformation des produits agricoles, commerce, artisanat ou autres activités génératrices de revenus. Cette diversification permet au ménage de ne pas mettre tous ses espoirs dans une seule activité.

Dans les réalités africaines, cette stratégie est souvent une question de survie autant qu'une stratégie économique. Une famille peut cultiver pendant la saison agricole, vendre une partie de sa récolte, tenir parallèlement une petite activité commerciale et utiliser les revenus de cette activité pour répondre aux besoins quotidiens. Le ménage construit ainsi progressivement plusieurs « jambes » économiques pour pouvoir rester debout lorsque l'une d'elles devient fragile.

La résilience dépend également de la capacité à conserver une partie du revenu obtenu. Une intervention qui augmente les revenus sans favoriser l'épargne risque de produire des effets limités. À l'inverse, l'épargne permet de constituer une réserve pour acheter des intrants, faire face aux urgences ou investir dans une nouvelle activité.

4.4. Renforcement des capacités et pouvoir d'agir

L'autonomisation ne peut être réduite aux ressources matérielles. Elle concerne également les connaissances, la confiance, la capacité de décision et l'organisation collective. Une personne qui reçoit un outil mais ne maîtrise pas son utilisation reste dépendante d'un accompagnement extérieur. De même, un petit entrepreneur qui

reçoit un capital mais ne sait pas gérer ses dépenses, calculer ses bénéfices ou renouveler son stock risque de perdre rapidement son investissement.

La formation constitue donc un élément essentiel des interventions. Les formations agricoles, entrepreneuriales, financières et organisationnelles peuvent contribuer à renforcer le capital humain des bénéficiaires.

Cette dimension peut être rapprochée des travaux de Naila Kabeer sur l'autonomisation. L'auteure considère notamment l'autonomisation comme un processus permettant aux personnes qui avaient auparavant une capacité limitée de faire des choix stratégiques d'acquies progressivement les ressources, les capacités et le pouvoir nécessaires pour exercer ces choix. Cette perspective est particulièrement pertinente pour les femmes de la ceinture verte de Kananga, souvent très présentes dans le petit commerce, la transformation et les activités agricoles.

Lorsqu'une femme dispose d'un revenu qu'elle contrôle davantage, qu'elle participe aux décisions économiques du ménage et qu'elle peut réinvestir une partie de ses bénéfices dans son activité, l'impact de l'intervention dépasse la simple dimension financière. Il touche également à sa capacité de décision et à sa place dans la famille et la communauté.

4.5. Organisation collective et appropriation communautaire

Une autre dimension essentielle de l'autonomisation réside dans l'organisation collective. Les petits producteurs disposent souvent de ressources limitées lorsqu'ils agissent individuellement. La mise en commun de certains moyens peut leur permettre d'obtenir de meilleurs résultats.

Les associations et coopératives peuvent faciliter l'achat collectif des intrants, la commercialisation des produits, l'accès à l'information, l'épargne et la négociation avec les différents partenaires. Elles peuvent également renforcer la capacité des producteurs à défendre leurs intérêts.

Cette approche trouve un éclairage particulier dans les travaux d'Elinor Ostrom, qui ont montré l'importance des institutions locales et de l'action collective dans la gestion des ressources communes. Même si ses travaux portent principalement sur la gouvernance des ressources collectives, leur enseignement peut être élargi au développement communautaire : les populations obtiennent souvent de meilleurs résultats lorsqu'elles participent elles-mêmes à l'organisation et à la gestion des ressources qui concernent leur avenir.

Dans le contexte de la ceinture verte de Kananga, l'appropriation communautaire constitue donc un élément déterminant. Un projet conçu entièrement de l'extérieur risque de disparaître avec l'ONG. En revanche, un projet progressivement pris en charge par les producteurs, les associations et les communautés possède davantage de chances de survivre.

4.6. Le passage progressif du bénéficiaire à l'acteur économique

L'analyse des interventions permet finalement de distinguer plusieurs niveaux de transformation.

Le premier niveau est celui de l'assistance. Le bénéficiaire reçoit une ressource destinée à répondre à un besoin immédiat.

Le deuxième niveau est celui du relèvement. Les ressources reçues permettent de reprendre une activité économique ou agricole.

Le troisième niveau correspond au renforcement des capacités. Le bénéficiaire acquiert des connaissances, des compétences et des outils lui permettant d'améliorer son activité.

Le quatrième niveau est celui de la production et de la génération de revenus. L'activité devient suffisamment productive pour permettre au ménage de satisfaire certains besoins et de dégager éventuellement un surplus.

Le cinquième niveau correspond à l'accumulation et à l'investissement. Le ménage commence à épargner, à renouveler ses équipements, à accroître son activité ou à développer une nouvelle source de revenu.

Enfin, le sixième niveau est celui de l'autonomisation économique. Le ménage peut poursuivre son activité sans dépendre constamment d'une nouvelle intervention extérieure et possède une capacité accrue à faire face aux difficultés.

Cette progression peut être représentée ainsi :

Assistance → Relèvement → Capacités → Production → Revenus → Épargne/Investissement → Résilience → Autonomisation.

Toutefois, le passage d'une étape à l'autre n'est jamais garanti. Certains ménages peuvent rester bloqués au niveau de l'assistance en raison du manque de capital, de l'absence de débouchés ou de la survenue de nouveaux chocs. D'autres peuvent progresser jusqu'à l'investissement et commencer à construire une véritable autonomie.

4.7. Les limites observées dans le processus d'autonomisation

Malgré les effets positifs que peuvent produire les interventions des ONG, plusieurs obstacles peuvent limiter leur impact durable. Le premier est le caractère parfois ponctuel des projets. Lorsque l'accompagnement prend fin avant que l'activité soit suffisamment consolidée, les acquis peuvent rapidement s'affaiblir.

Le deuxième obstacle concerne l'accès limité au financement. Une activité peut être rentable mais rester petite parce que le producteur ne dispose pas des moyens nécessaires pour augmenter sa production.

Le troisième obstacle est l'accès aux marchés. Produire davantage ne signifie pas automatiquement gagner davantage. Lorsque les producteurs ne disposent pas d'un marché stable ou sont obligés de vendre immédiatement leur production, leur pouvoir de négociation reste faible.

Enfin, les infrastructures constituent un facteur déterminant. Les difficultés de transport, de stockage et de conservation peuvent réduire fortement la rentabilité des activités agricoles.

Ces contraintes montrent que l'autonomisation économique ne peut être attribuée à l'action d'une seule organisation. Elle exige une articulation entre les ONG, les pouvoirs publics, les communautés, les organisations de producteurs et les acteurs privés.

4.8. Une lecture globale des transformations

Au terme de cette analyse, la contribution des ONG doit donc être appréciée à partir de la transformation globale des moyens d'existence. Une intervention réussie ne se mesure pas seulement par le nombre de bénéficiaires touchés ou par la quantité de matériel distribué. Elle doit être appréciée par les changements observables dans la capacité des ménages à produire, à générer des revenus, à diversifier leurs activités, à épargner, à investir et à résister aux chocs.

Dans la ceinture verte de Kananga, cette transformation peut être modeste au départ. Une petite parcelle mieux exploitée, une activité commerciale mieux organisée, quelques animaux d'élevage supplémentaires ou un petit fonds de roulement peuvent sembler insignifiants à l'échelle d'une économie nationale. Mais pour une famille, ces changements peuvent constituer le début d'une nouvelle trajectoire.

C'est pourquoi l'autonomisation doit être pensée comme un processus progressif plutôt que comme un résultat immédiat. L'objectif n'est pas que l'ONG reste éternellement aux côtés des populations, mais que son intervention laisse derrière elle des capacités, des organisations, des compétences, des ressources productives et des mécanismes économiques capables de continuer à fonctionner.

En définitive, l'enjeu central n'est donc pas simplement de savoir si les ONG ont apporté une assistance aux populations de la ceinture verte de Kananga. Il est de déterminer si cette assistance a permis de renforcer les capacités économiques des ménages au point de réduire progressivement leur dépendance à l'égard de l'aide extérieure. C'est cette capacité de transformation de l'aide reçue vers l'activité maîtrisée, puis vers le revenu, l'investissement et la résilience qui constitue le véritable indicateur de l'autonomisation économique.

V. LIMITES, ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les interventions des ONG constituent un soutien important pour les populations vulnérables de la ceinture verte de Kananga. Cependant, leur contribution à l'autonomisation économique ne doit pas être idéalisée. Entre l'aide reçue et l'autonomie recherchée, il existe plusieurs obstacles qui peuvent fragiliser les acquis des projets. Dans la réalité africaine, une activité peut être bien pensée sur le papier, mais rencontrer sur le terrain des difficultés liées au manque de financement, aux infrastructures insuffisantes, à l'accès limité aux marchés ou encore à la faiblesse de l'accompagnement après le départ de l'organisation.

L'un des premiers défis concerne le caractère parfois ponctuel des interventions. Une ONG peut distribuer des semences, des outils ou un petit capital, mais si le bénéficiaire n'est pas accompagné suffisamment longtemps, l'activité risque de s'essouffler. Or, l'autonomisation demande du temps. Un agriculteur ne devient pas économiquement autonome en une seule saison agricole. Il lui faut produire, vendre, épargner, réinvestir et progressivement accroître son capital productif. Comme le rappelle Jean-Marc Ela, le développement en Afrique doit partir des réalités concrètes des populations et de leurs capacités à devenir actrices de leur propre transformation. L'aide extérieure ne devrait donc pas remplacer les initiatives locales, mais les renforcer.

Le deuxième défi réside dans la faiblesse de l'accès au financement. De nombreux petits producteurs et entrepreneurs disposent d'idées et de savoir-faire, mais manquent de capital pour développer leurs activités. Une femme peut savoir faire du commerce, transformer un produit agricole ou vendre au marché, mais avec un capital très réduit, son activité reste limitée. Il en va de même pour le producteur qui souhaite augmenter sa superficie ou acheter de meilleurs équipements. L'autonomisation suppose donc de passer progressivement du don à des mécanismes permettant aux bénéficiaires d'accéder durablement à l'épargne, au crédit et à l'investissement.

Le troisième enjeu concerne l'accès aux marchés et aux infrastructures. Produire davantage ne garantit pas automatiquement un meilleur revenu. Lorsque les routes sont difficiles, lorsque les moyens de transport sont coûteux ou lorsque les producteurs ne disposent pas de débouchés fiables, une partie de la valeur créée échappe au producteur. Dans la ceinture verte de Kananga, renforcer l'autonomie économique implique donc de penser non seulement à la production, mais aussi au stockage, à la transformation, au transport et à la commercialisation.

Cette approche rejoint la pensée de Joseph Ki-Zerbo, pour qui le développement véritable doit être construit à partir des sociétés africaines elles-mêmes et non simplement importé de l'extérieur. Dans cette perspective, les populations de la ceinture verte ne doivent pas être considérées comme de simples bénéficiaires de projets conçus ailleurs. Elles doivent participer à l'identification des problèmes, à la définition des solutions, à la mise en œuvre des activités et à l'évaluation des résultats. Une communauté qui participe à la construction d'un projet a davantage de chances de se l'approprier et de le poursuivre lorsque le partenaire extérieur se retire.

L'appropriation communautaire apparaît ainsi comme une condition essentielle de la durabilité. Les associations paysannes, les groupes d'épargne, les coopératives et les organisations locales peuvent jouer un rôle déterminant. Ils permettent de mutualiser certaines ressources, de partager les connaissances et de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs. Dans un contexte où chacun possède peu individuellement, la force du collectif peut permettre de construire davantage.

Une autre limite concerne le risque de dépendance à l'aide extérieure. Lorsque les populations sont habituées à recevoir régulièrement des biens, des intrants ou des financements sans mécanisme de responsabilisation et de sortie progressive, l'assistance peut devenir une habitude plutôt qu'un tremplin. Il ne s'agit pas de condamner

l'aide, car celle-ci reste nécessaire dans les situations de grande vulnérabilité. Il faut plutôt veiller à ce qu'elle soit conçue comme une étape vers une capacité productive plus forte.

Cette question renvoie aux analyses de Samir Amin sur les rapports de dépendance et les modèles de développement. Dans une perspective africaine, l'autonomie ne signifie pas l'isolement, mais la capacité à renforcer les bases économiques locales et à réduire les formes de dépendance qui empêchent les populations et les territoires de maîtriser leur propre développement. Pour la ceinture verte de Kananga, cela signifie notamment favoriser la production locale, la transformation des produits sur place, les circuits commerciaux locaux et l'investissement dans les capacités des producteurs.

Les perspectives d'amélioration reposent dès lors sur une approche plus intégrée. Les ONG devraient davantage associer appui matériel, formation, financement, accompagnement technique, organisation collective et accès au marché. Elles devraient également prévoir une période d'accompagnement post-projet afin de vérifier si les activités continuent réellement après la fin du financement.

L'inclusion des femmes et des jeunes constitue également un enjeu majeur. Les femmes jouent un rôle important dans l'agriculture, le commerce et la transformation des produits, tandis que les jeunes représentent une force de travail et d'innovation encore insuffisamment valorisée. Leur donner accès aux compétences, au financement et aux ressources productives peut contribuer à renouveler les dynamiques économiques locales.

En définitive, l'autonomisation économique dans la ceinture verte de Kananga ne peut être obtenue par une multiplication des distributions. Elle nécessite plutôt une transformation de la logique d'intervention : moins de dépendance, davantage de capacités ; moins de consommation de l'aide, davantage de production ; moins de projets isolés, davantage de construction économique locale. L'ONG peut allumer le feu, mais la communauté doit progressivement apprendre à l'entretenir elle-même. C'est à cette condition que l'assistance pourra véritablement devenir un instrument de développement durable et que les populations pourront passer du statut de bénéficiaires à celui d'acteurs de leur propre avenir.

VI. DISCUSSION DES RÉSULTATS

Les résultats de cette étude permettent de comprendre que la contribution des ONG à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres de la ceinture verte de Kananga ne peut être appréciée uniquement à travers le nombre de personnes ayant reçu une aide, des intrants agricoles ou une formation. La véritable question est de savoir si cette intervention permet progressivement aux bénéficiaires de devenir capables de produire, de générer des revenus, de faire face aux difficultés et de prendre eux-mêmes des décisions concernant leur avenir économique.

Cette lecture rejoint la réflexion de Amartya Sen, pour qui le développement ne se limite pas à l'accroissement des ressources disponibles, mais consiste surtout à élargir les capacités réelles des personnes à agir et à choisir. Dans le contexte de Kananga, une semence distribuée à un agriculteur constitue une aide immédiate ; mais lorsque cette semence est accompagnée d'une formation, d'un accès au marché et d'un mécanisme permettant de réinvestir les revenus, elle devient un instrument d'autonomisation. Ainsi, l'efficacité d'une ONG devrait être appréciée moins par ce qu'elle donne que par ce que les populations deviennent capables de faire après son intervention.

Les résultats peuvent également être rapprochés des travaux de Amartya Sen sur les capacités, mais ils invitent surtout à considérer la dimension institutionnelle du développement. Douglass C. North (1990) souligne en effet que les institutions et les règles qui organisent les relations économiques influencent fortement les possibilités de développement. Dans la ceinture verte de Kananga, les efforts individuels des producteurs restent fragiles lorsque les infrastructures rurales, les circuits de commercialisation, l'accès au financement et les mécanismes d'organisation collective demeurent insuffisants. Une ONG peut renforcer les capacités d'un producteur, mais elle ne peut, à elle seule, résoudre toutes les contraintes structurelles qui entourent son activité.

De son côté, Robert Putnam (1993) met en évidence l'importance du capital social, notamment de la confiance, de la coopération et des réseaux collectifs dans le développement économique. Cette perspective est

particulièrement pertinente dans le contexte africain où la solidarité familiale, les associations, les groupes d'épargne et les organisations paysannes constituent souvent des mécanismes essentiels de survie et d'entraide. Lorsque les bénéficiaires travaillent ensemble, échangent leurs expériences et développent des mécanismes collectifs d'épargne ou de commercialisation, l'intervention de l'ONG dépasse le simple rapport entre « donateur » et « bénéficiaire ». Elle contribue à construire une dynamique communautaire plus durable.

Enfin, les résultats montrent que le passage de l'assistance à l'autonomisation est un processus progressif. Dambisa Moyo (2009) attire, dans sa réflexion sur l'aide au développement en Afrique, l'attention sur les effets potentiellement pervers d'une dépendance prolongée à l'aide extérieure. Cette réflexion ne signifie pas que l'assistance soit inutile. Dans les milieux confrontés à la pauvreté et aux chocs économiques, elle peut être indispensable pour permettre aux ménages de se relever. Cependant, elle devient véritablement porteuse de développement lorsqu'elle constitue un point de départ vers la production, l'investissement, l'épargne et la prise en charge progressive des activités par les communautés.

En définitive, les résultats suggèrent que l'autonomisation économique ne doit pas être considérée comme l'absence d'aide, mais comme la capacité progressivement acquise de ne plus dépendre exclusivement de l'aide. Dans la ceinture verte de Kananga, l'enjeu pour les ONG est donc d'accompagner les populations dans un parcours allant du secours immédiat vers la maîtrise des moyens de production et des décisions économiques. Comme on le dit souvent dans les communautés africaines, « apprendre à quelqu'un à cultiver vaut mieux que lui donner chaque fois le repas ». L'ONG peut ouvrir le chemin, mais la durabilité du développement dépendra de la capacité des communautés à marcher elles-mêmes sur ce chemin.

CONCLUSION

Au terme de cette réflexion consacrée à la contribution des ONG à la transformation des moyens d'existence des populations pauvres dans la ceinture verte de Kananga, une réalité essentielle se dégage : la lutte contre la pauvreté ne peut pas se limiter à apporter une aide aux populations en difficulté. Elle doit surtout permettre à celles-ci de retrouver progressivement leur capacité d'agir, de produire, de décider et de construire leur propre avenir.

Dans la ceinture verte de Kananga, les populations vivent au quotidien avec des contraintes multiples : faibles revenus, insuffisance des moyens de production, difficultés d'accès aux marchés, précarité des infrastructures, chômage des jeunes et vulnérabilité des ménages. Dans un tel environnement, l'intervention des ONG joue un rôle important. L'aide alimentaire, la distribution d'intrants, l'appui aux activités agricoles, la formation professionnelle, l'accompagnement des associations et le soutien aux petits commerces constituent autant de réponses qui peuvent permettre aux ménages de faire face aux difficultés immédiates.

Cependant, l'analyse menée montre que l'assistance n'atteint sa véritable portée que lorsqu'elle ouvre la voie à l'autonomisation. Donner un outil à une personne pauvre peut répondre à une urgence ; lui apprendre à utiliser cet outil, à développer une activité rentable et à gérer les revenus qu'elle en tire constitue déjà une étape vers une transformation plus profonde. Le véritable succès d'une intervention ne devrait donc pas seulement être mesuré par le nombre de bénéficiaires touchés, mais également par la capacité de ces derniers à poursuivre leurs activités après le retrait progressif de l'organisation.

L'étude met ainsi en évidence l'importance d'une approche intégrée. Pour que les populations de la ceinture verte de Kananga puissent durablement améliorer leurs moyens d'existence, l'appui des ONG doit associer formation, accès aux moyens de production, financement adapté, organisation collective, accompagnement technique et accès aux marchés. Cette combinaison permet de transformer progressivement une aide ponctuelle en un véritable capital économique et social.

Une attention particulière doit également être accordée aux femmes et aux jeunes. Dans les familles africaines, la femme joue souvent un rôle discret mais déterminant dans la survie et la stabilité du ménage. Lorsqu'elle dispose d'une activité génératrice de revenus, les effets dépassent généralement sa propre personne : ils touchent l'alimentation, la scolarisation des enfants, la santé et le bien-être familial. De même, donner aux jeunes des

possibilités réelles de production et d'entrepreneuriat constitue un moyen de réduire leur vulnérabilité et de renforcer leur participation au développement local.

Toutefois, l'autonomisation ne saurait être la responsabilité exclusive des ONG. Elle exige également l'engagement des pouvoirs publics, des collectivités locales, des organisations communautaires et des populations elles-mêmes. Les ONG peuvent accompagner, former, financer et faciliter l'accès à certaines ressources ; mais la durabilité dépend de la capacité des communautés à s'approprier les initiatives et à les inscrire dans leurs propres stratégies de développement.

En définitive, le passage de l'assistance à l'autonomisation économique doit être compris comme un processus et non comme un événement. Il s'agit de passer progressivement d'une logique où la population attend une aide à une logique où elle devient actrice de sa propre transformation. Pour la ceinture verte de Kananga, cette orientation représente une voie prometteuse pour valoriser les ressources locales, renforcer les activités productives et construire une économie communautaire plus résiliente.

La pauvreté ne disparaîtra pas en un jour, et aucune ONG ne peut prétendre la vaincre seule. Mais lorsqu'une communauté apprend à produire davantage, à épargner, à s'organiser, à accéder au marché et à investir dans son propre avenir, quelque chose de fondamental commence à changer. L'aide cesse alors d'être une fin en soi pour devenir une passerelle vers la dignité, la responsabilité et l'autonomie. C'est dans cette transformation que réside, finalement, la contribution la plus durable des ONG au développement des populations de la ceinture verte de Kananga.

BIBLIOGRAPHIE

1. AMIN, S. (1994). *Re-reading the Postwar Period: An Intellectual Itinerary*. New York: Monthly Review Press.
2. BANQUE MONDIALE. (2022). *République démocratique du Congo : situation économique et sociale*. Washington, DC: Banque mondiale.
3. BRYCESON, D. F. (2002). *The Scramble in Africa: Reorienting Rural Livelihoods*. World Development, 30(5), 725–739.
4. CARITAS. (s. d.). *Programmes de développement rural et d'appui aux organisations paysannes en République démocratique du Congo*. Kinshasa: Caritas Congo.
5. CAID. (s. d.). *Profil socio-économique de la province du Kasai-Central*. République démocratique du Congo.
6. CAID. *Données socio-économiques de la République démocratique du Congo et du Kasai-Central*.
7. CHAMBERS, R. (1983). *Rural Development: Putting the Last First*. London: Longman.
8. COLLIER, P. (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford: Oxford University Press.
9. CONSEIL DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DE DÉVELOPPEMENT. (s. d.). *Rapports et documents sur les interventions des ONG en République démocratique du Congo*. Kinshasa.
10. DUFLO, E. (2012). Human values and the design of the fight against poverty. *Tanner Lectures on Human Values*, University of Utah.
11. EDWARDS, M. (2004). *Civil Society*. Cambridge: Polity Press.
12. ELA, J.-M. (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire : les défis du « développement »*. Paris: L'Harmattan.
13. FOWLER, A. (1997). *Striking a Balance: A Guide to Enhancing the Effectiveness of Non-Governmental Organisations in International Development*. London: Earthscan.
14. KABEER, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.
15. KABEER, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.
16. KIO-ZERBO, J. (2007). *À quand l'Afrique ?* Paris: Éditions de l'Aube.
17. KORTEN, D. C. (1990). *Getting to the 21st Century: Voluntary Action and the Global Agenda*. West Hartford: Kumarian Press.

18. LIPTON, M. (1977). *Why Poor People Stay Poor: Urban Bias in World Development*. London: Temple Smith.
19. MBEMBE, A. (2000). *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris: Karthala.
20. MOYO, D. (2009). *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
21. NORTH, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
22. OSTROM, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
23. PNUD. (2023). *Rapport sur le développement humain*. New York: Programme des Nations Unies pour le développement.
24. PAM. (2023). *Appui aux petits exploitants agricoles et développement des chaînes de valeur agricoles en République démocratique du Congo*. Kinshasa: PAM.
25. PAM. (2023). *Réponse aux besoins alimentaires et soutien aux moyens d'existence des populations vulnérables en République démocratique du Congo*. Kinshasa: PAM.
26. PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM). *Programmes d'assistance alimentaire, de résilience et d'appui aux moyens d'existence en République démocratique du Congo*.
27. PROVINCE DU KASAÏ-CENTRAL. (s. d.). *Agriculture et développement rural : potentialités et activités agricoles de la province*. Kananga.
28. PROVINCE DU KASAÏ-CENTRAL. *Informations sur l'agriculture, les moyens d'existence et les potentialités économiques de la province*.
29. PUTNAM, R. D. (1993). *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: Princeton University Press.
30. RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. (2019). *Plan National Stratégique de Développement (PNSD)*. Kinshasa: Gouvernement de la République démocratique du Congo.
31. SCOONES, I. (1998). *Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis*. Brighton: Institute of Development Studies.
32. SCOONES, I. (1998). Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis. *IDS Working Paper*, No. 72, Institute of Development Studies, University of Sussex.
33. SEN, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.